**Trimestriel N° 3 nouvelle série** octobre-décembre 1991

# problèmes d'Amérique latine

## Fin des réformes agraires et nouvelles stratégies paysannes

La **documentation** Française

**Problèmes d'Amérique latine**

**onseil scientifique**
Daniel Pécaut *(coordinateur)* — *École des Hautes Études en Sciences Sociales*
Jacques Adda — *Observatoire Français des Conjonctures Économiques*
Claude Bataillon — *Université de Toulouse - Le Mirail*
Gustavo Beyhaut — *Université Paris III*
laude Collin-Delavaud — *Université Paris III*
Noëlle Demyk — *Université Paris VII*
Olivier Dollfus — *Université Paris VII*
Henri Favre — *Centre National de la Recherche Scientifique*
Pierre Gilhodes — *Institut des Hautes Études pour le Développement, Bogotá*
Jean-Pierre Lavaud — *Université Lille III*
Yvon Le Bot — *Centre National de la Recherche Scientifique*
Guy Martinière — *Université de Grenoble II*
Guy Petitdemange — *Revue "Études"*
Jean Piel — *Université Paris VII*
Jean Revel-Mouroz — *Université Paris III*
Alain Rouquié — *Ambassadeur*

**Équipe de rédaction**
Martine Couderc *(rédacteur en chef)*
Michèle Poirrier
Anne-Marie Prin

**nception graphique**
Concept - Pippo Lionni

**tissement au lecteur**
Les opinions exprimées
s les articles n'engagent
que leurs auteurs.
articles ne peuvent être
oduits sans autorisation.
ci doit être demandée à
**cumentation** Française
29, quai Voltaire
75344 Paris Cedex 07

# sommaire

**Pérou : vingt ans après la réforme de la périphérie agraire, les impuissances de l'État**
***Bruno Revesz*** p. 3

**Pérou : stratégies paysannes en situation d'instabilité (1990-1991)**
***Jean Bourliaud, Olivier Dollfus, Evelyne Mesclier*** p. 27

**Pérou : la bataille pour Puno. Guérillas, État et mouvement paysan**
***José Luis Rénique*** p. 39

**Réforme agraire, démocratie et modernisation : réflexions à partir de la Colombie et du Brésil**
***Christian Gros*** p. 55

**L'agriculture mexicaine face au traité de libre-échange**
***Hubert Carton de Grammont*** p. 73

**Équateur : les nouveaux enjeux de la question indienne**
***Didier Fassin*** p. 91

**Équateur : les Indiens de l'Amazonie et la question ethnique**
***Anne Christine Taylor*** p. 109

**Ouvrages reçus** p. 123

**Résumés, resumenes, abstracts** p. 129

# L'agriculture **mexicaine** face au traité de libre-échange

***Hubert Carton de Grammont****

Le traité de libre-échange entre le Canada, les États-Unis et le Mexique fait couler beaucoup d'encre depuis le début de l'année 1991 et se trouve actuellement au centre du débat public. Bien des choses vont sans doute encore se jouer dans les négociations trilatérales mais il ne faut pas oublier que depuis 1986 le Mexique a rejoint le GATT et a connu un processus approfondi d'ouverture commerciale, essentiellement à l'avantage des États-Unis. Pour la production agricole, presque toutes les barrières douanières et les autorisations préalables ont été abolies. Jusqu'alors, l'agriculture mexicaine avait grandi à l'abri du protectionnisme mais elle se présente maintenant à la table des négociations comme l'agriculture la plus ouverte et la moins subventionnée des trois pays concernés.

Dans ce contexte, de nombreux agriculteurs ont été amenés à la faillite par les importations soudaines et massives de produits nord-américains, dans les secteurs aussi bien modernes que traditionnels. Le cas du maïs est bien connu, mais certains fruits aussi ont été remplacés par des importations de Californie (poire, abricot, pomme). Dans l'élevage, la production de viance porcine et l'aviculture, qui ont connu une forte croissance dans les vingt dernières années, ont été poussées

(*) Instituto de investigaciones sociales (UNAM), Mexico.

au bord du précipice par l'ouverture commerciale. Devant les protestations des Associations de producteurs, le gouvernement s'est vu contraint d'élever à nouveau certains tarifs douaniers.

En revanche, la politique nord-américaine dans le même temps a été extrêmement restrictive. Préoccupés uniquement de la défense de leur propre agriculture en crise, et sans le moindre souci de réciprocité à l'égard de l'ouverture mexicaine, les États-Unis ont maintenu leurs tarifs douaniers et imposé plusieurs barrières légales à l'importation des produits mexicains : barrières « phytosanitaires », comme dans le cas de l'avocat et de la mangue (en invoquant le manque de qualité phytosanitaire du produit) ; barrières « écologiques » comme dans le cas du thon (en invoquant le non-respect par les pêcheurs mexicains des lois internationales sur la préservation du dauphin) ; barrières « anti-dumping » comme dans le cas des légumes.



Avec sa politique d'ouverture commerciale, le gouvernement mexicain joue la carte de l'insertion dans le marché international au prix de changements radicaux et brusques dans la structure productive, qui se manifestent dans la crise de production des céréales et dans l'augmentation des exportations de légumes, de fruits, de fleurs et de bétail. Cela signifie la rapide disparition du marché d'un pourcentage élevé de producteurs, principalement ceux des zones paysannes qui ne pourront être compétitifs devant les prix internationaux. La grande inconnue de cette politique est de savoir si ces producteurs trouveront d'autres sources de travail ou iront grossir les rangs des chômeurs.

Nous pouvons dès maintenant percevoir certaines tendances dans l'évolution de l'agriculture mexicaine dans le cadre du traité. Cet article propose quelques réflexions sur trois facteurs déterminants de la production : la terre, le travail et l'organisation des producteurs.

Comme il semble que le thème de la modernité est récurrent et qu'il apparaît dans l'histoire « moderne » à chaque crise de croissance, des rappels du passé récent de l'histoire de l'agriculture nationale permettront de mieux mesurer les changements en cours [1].

## La terre

### La fin de la distribution des terres

En 1930, pour la première fois, le gouvernement annonça la fin de la distribution des terres. Selon sa conception, les terres auxquelles les communautés agraires avaient droit leur avaient déjà été restituées et le gouvernement n'envisageait pas de mener à terme un

(1) Cf. les articles publiés dans *Problèmes d'Amérique latine* concernant l'agriculture mexicaine : C. Bataillon, « La réforme agraire au Mexique », PAL 8, 1968 ; J. Revel-Mouroz, « La réforme agraire à un tournant », PAL 15, 1970 ; J. Revel-Mouroz, « Les politiques agricole et agraire du gouvernement Echeverría », PAL 32, 1974 ; L. Lebas-Tubiana et F. Lerin, « Intentions et contraintes de la politique agricole mexicaine 1976-1980 », PAL 57, 1980 ; L. Lebas et F. Lerin, « Intentions et contraintes de la politique agricole mexicaine 1980-1982 », PAL 70,1983. NDLR.

vaste processus de réforme agraire. L'application de la loi du 15 janvier 1915 devait s'arrêter là [2].

On sait que les paysans pauvres et les journaliers ne l'entendirent pas ainsi. C'est à cause de leur lutte que quelques années plus tard le général Cárdenas put distribuer plus de 16 millions d'hectares.

A son tour, le président Miguel Alemán chercha, sans succès, à mettre fin à la distribution des terres. Dès sa campagne présidentielle J. López Portillo voulut en finir avec la réforme agraire, alléguant que, faute de terres affectables, on n'obtenait qu'une multiplication du minifundio.

Dans son premier rapport de gouvernement, le 1er septembre 1989, le président Carlos Salinas de Gortari a fixé la position gouvernementale : « La distribution massive de terre est terminée ; ceux qui affirment qu'il existe encore des millions d'hectares à distribuer mentent à près de deux millions de demandeurs et à plus de quatre millions de travailleurs agricoles... Réforme agraire signifie maintenant, fondamentalement, le soutien à la production. »

Malgré tout, depuis la révolution jusqu'à maintenant, plus de 100 millions d'hectares furent distribués à 2,6 millions d'*ejidatarios*. Cependant, depuis la dernière décennie, très peu de terres ont été réparties et le gouvernement vient de présenter un projet de loi pour clore la distribution des terres [3].

La Confédération nationale paysanne (CNC) et la Confédération nationale de la petite propriété (CNPP) soutiennent la position officielle, tandis que le Conseil national agricole (CNA), non seulement demande de meilleures garanties pour la propriété privée mais réclame aussi la privatisation de l'*ejido* [4].

De leur côté, les organisations paysannes non gouvernementales maintiennent, parfois timidement, leur revendication pour la terre, en affirmant qu'il existe des millions d'hectares à distribuer. Devant l'évidente rareté de surface disponible pour satisfaire les besoins

(2) Cf. Hubert Carton de Grammont, *Los empresarios agrícolas y el Estado : Sinaloa, 1893-1984*, IIS-UNAM, 1990, 279 p., chap. IX.

(3) Il y a aujourd'hui 101 millions d'hectares de terres éjidales (51,5 % du total de terres du pays) distribuées à 2,6 millions d'*ejidatarios*, regroupés dans 27 000 *ejidos*. Il y a 67,5 millions d'hectares en propriété privée (34,3 % du total des terres) répartis entre 2,3 millions de propriétaires. Pourtant, les entreprises sont moins nombreuses car pour des raisons légales la terre est formellement subdivisée entre les membres d'une même famille mais une seule entreprise familiale est maintenue. (Estela Martínez B., *Estructura agraria y formas de participación político-social del campesinado mexicano, 1950-1990*, ronéoté, IIS-UNAM, 1990). La parcelle de l'*ejido* est conçue comme la surface nécessaire à la survie d'une famille paysanne. Elle est inaliénable, et si l'*ejidatario* ne la cultive pas, elle peut être mise à la disposition d'un autre paysan. La propriété privée est légalement limitée à 100 hectares de terre irriguée ou leur équivalent en terres de diverses qualités. Au-dessus de ce maximum, on considère que c'est un latifundio et les terres en excédent peuvent être nationalisées pour être distribuées aux *ejidatarios*.

(4) La CNC et la CNPP sont deux organisations sociales du Parti révolutionnaire institutionnel. La CNA est l'organisation nationale du secteur privé agricole (voir le paragraphe L'organisation). Entre 1983 et 1988, 293 802 certificats d'inaffectabilité furent délivrés à des petits propriétaires, couvrant une superficie globale de 10 331 857 hectares. Entre 1934 et 1982, 92 673 certificats couvrant une superficie de 9 819 843 hectares avaient été délivrés (statistiques du ministère de la Réforme agraire). Dans son second rapport de gouvernement, le président Carlos Salinas de Gortari annonce que « 123 000 certificats d'inaffectabilité agricole et d'élevage ont été délivrés ». Les terres protégées par un tel certificat ne peuvent être nationalisées en vue d'une distribution aux *ejidatarios*.

de tous ceux qui n'ont ni assez de terre ni emploi suffisant, certaines organisations réclament la réduction légale de la petite propriété de 100 à 20 hectares de terre irriguée. Cette demande ne s'appuie toutefois pas sur des bases solides car une telle mesure ne permettrait de fournir de terres qu'à une très petite partie des demandeurs.

Malgré tout un éventail de propositions, en fonction des différentes positions idéologiques, il n'en existe pas moins un large consensus : depuis la seconde moitié des années 70, le mouvement social des producteurs agricoles pour conserver leur excédent (ce que l'on appelle l'« organisation pour la production ») a remplacé la lutte « agrariste » proprement dite.

La question se pose de savoir pourquoi la demande de terre a diminué au moment où, pour beaucoup d'observateurs, la fin de la distribution des terres, dans le contexte d'une forte croissance démographique, d'une crise agricole de longue durée entraînant la paupérisation des paysans et un chômage élevé, aurait dû déclencher un vaste mouvement agrariste. Le nombre de paysans pauvres que leur terre, insuffisante, ne fait pas vivre ou de paysans sans terres est pourtant beaucoup plus élevé maintenant qu'il y a une cinquantaine d'années, à l'époque où s'était imposée avec une force extraordinaire l'*ejidalización* de la campagne [5]. Deux raisons - que nous ne partageons pas - à ce phénomène ont été invoquées.

On dit que c'est la politique gouvernementale qui a dévié la lutte agraire vers l'organisation de la production, en supposant que l'État possède la capacité de déterminer le caractère des luttes sociales à la campagne. Cette interprétation nous paraît inexacte parce que nous pensons, au contraire, que les classes sociales existent par leur propre capacité d'organisation. Dans ce cas aussi bien le secteur de l'*ejido* que le secteur privé (ou plutôt le paysannat et les chefs d'entreprise agricole) sont des groupes sociaux qui existent par leur capacité de se constituer eux-mêmes et, d'une certaine façon, de partager le pouvoir au sein de l'État. S'il n'en était pas ainsi, il serait difficile de comprendre pourquoi on procède encore à des distributions de terres plus de cinquante ans après la première tentative d'y mettre fin. N'oublions pas que le concept de Réforme intégrale a été introduit au Mexique en 1925 par le président Calles. Depuis lors ce concept supposait la fin de la distribution des terres et le soutien gouvernemental au bénéfice exclusif des entreprises agricoles efficaces.

L'autre argument est que la répression empêche le développement des luttes agraires. Sans nier l'importance des persécutions visant des activistes du mouvement social (emprisonnement, assassinat, contrôle militaire, condamnations de toutes sortes), l'explication ne semble pas non plus être suffisante. Par le passé la répression était plus cruelle dans la mesure où les caciques locaux contrôlaient tous les pouvoirs de leur région et qu'il n'existait pas d'institutions sociales (Front national contre la répression, et autres) ni gouvernementales (Commission nationale des droits de l'homme) pour borner le pouvoir des caciques. Des témoignages des acteurs, ainsi qu'une recherche

(5) On entend par « *ejidalización* » la création de nouveaux *ejidos*, à partir de terres nationales ou de propriétés privées nationalisées, pour satisfaire la demande des organisations agraristes.

hémérographique et bibliographique sur les décennies antérieures, semblent confirmer cette opinion. Dans les années 50 la répression à la campagne a été extraordinairement violente, et pourtant à la fin de cette décennie la lutte agrariste a explosé avec une telle force dans de nombreux points du pays que les gouvernements López Mateos et Díaz Ordaz se sont vus obligés d'augmenter considérablement la distribution des terres, même dans les régions les plus fertiles dominées par les grandes entreprises agricoles.

Politique gouvernementale et répression fonctionnent comme des freins mais ne suffisent pas à expliquer le reflux de la lutte agraire. Nous proposons, de manière hypothétique faute de données statistiques adéquates et d'études de cas suffisantes, deux explications possibles pour comprendre ce phénomène. Une première explication peut être que les paysans eux-mêmes se rendent compte que les possibilités de recevoir la terre sont maintenant réduites étant donné qu'en de nombreux endroits du pays le latifundio n'existe plus. Pour donner un exemple clair nous pouvons prendre le cas de l'État de Morelos : quoique quelques caciques, ou chefs d'entreprise agricole, puissent accaparer illégalement certaines terres, il y a en général longtemps, peut-être une trentaine d'années, qu'il ne reste plus assez de terres à distribuer pour répondre aux besoins de tous. La dernière lutte agraire de portée nationale dans cet État a été organisée par les jaramillistas en 1959, lorsqu'ils se sont emparés des terres de Guarín et de Michapa[6]. Ce peut être un premier élément d'explication.

La seconde hypothèse est que les processus de modernisation qu'a connus la campagne durant les deux dernières décennies ont créé une nouvelle dynamique sociale qui a généré de nouvelles demandes et configuré de nouveaux mouvements sociaux qui ne s'expriment pas forcément dans le secteur rural. D'une part, nous savons que les changements économiques des années 80 ont créé de nouvelles sources de revenus : l'emploi agricole a probablement augmenté, même si la valeur absolue du salaire a diminué, et l'économie informelle, aussi bien à la campagne qu'à la ville, s'est beaucoup répandue. D'autre part, une partie importante de la population sans terres, qui devrait être l'acteur principal de la lutte agrariste, a abandonné la campagne pour s'installer dans les zones marginales des centres urbains des principales régions agricoles. Ils y vivent, y travaillent temporairement dans le secteur informel urbain, et c'est depuis la ville qu'ils vont travailler à la campagne ou émigrent vers les États-Unis. Ce nouveau phénomène, conceptualisé comme « rurbanisation », transforme la classique relation ville-campagne. Nous ne nous trouvons plus face au vieux phénomène de migration de la campagne vers la ville, dû à la modernisation de la technologie agricole et à la croissance industrielle, mais ce sont les habitants marginaux des zones urbaines qui vont travailler temporairement dans les entreprises agricoles. C'est pour cela que les contradictions que nous nous attendions à rencontrer à la campagne, et qui auraient dû être la

(6) Ruben Jaramillo a été l'un des dirigeants paysans les plus importants du Mexique. Tout jeune il a participé à la révolution aux côtés du général Zapata. Il a dirigé pendant un demi siècle les luttes paysannes de l'État de Morelos et fut assassiné en 1962. C'est à cause de son prestige que les paysans qui le suivirent se sont appelés « jaramillistas ».

source d'un nouveau conflit pour la terre, se sont déplacées vers les villes et apparaissent comme des conflits propres au secteur urbain-populaire : logement, eau potable, etc.

Il existe dans le pays des conflits pour la terre mais il est évident que ne se profile pas (ou pas encore) l'explosion agrariste prophétisée par beaucoup. Nous devons reconnaître que jusqu'à maintenant la politique néo-libérale a su échapper à l'écueil, qui paraissait inévitable, d'une déflagration agrariste. Toutefois, même ainsi le problème de la propriété de la terre n'est pas résolu, faute d'une redéfinition de la relation qui s'établira entre l'*ejido* et la petite propriété.

## La privatisation de l'*ejido*



Un des principaux objectifs du gouvernement est de faciliter l'investissement privé dans les *ejidos*, sous de nouvelles formes associatives, dans le but de suppléer aux limitations de la banque officielle qui n'a pas assez d'argent pour moderniser la production dans les terres éjidales. Cette situation renforce beaucoup le secteur des chefs d'entreprise qui n'est pas disposé à accepter une association entre égaux (l'un apportant l'argent et l'autre la terre) comme l'envisagent les organisations éjidales, qu'il s'agisse de la Confédération nationale paysanne (CNC) ou du Congrès agraire permanent (CAP) [7].

L'association entre capital privé et terre d'*ejido* est aussi vieille que la révolution. Nous ne parlons pas du cas le plus commun qui consiste à louer les terres éjidales et à embaucher les *ejidatarios* sur leurs propres parcelles, mais de contrats d'association qui prévoient que le chef d'entreprise qui loue la terre pour un certain temps (cinq ans normalement) doit l'améliorer par une technologie adaptée (fertilisation, nivellement des sols, etc.) Ces contrats, tacites ou écrits, sont courants dans certaines parties du Mexique. Dans le Sinaloa, la Confédération des associations d'agriculteurs de l'État de Sinaloa (CAADES) a mis en œuvre dès les débuts des années 70 des contrats de ce type, avec l'appui de la CNC et du ministère de l'Agriculture et des Ressources hydrauliques, et a réussi à les faire légaliser par la loi de développement agropastoral [8].

Ces éléments permettent d'estimer qu'aujourd'hui le capital, privé et d'*ejido*, possède toutes les terres d'*ejido* dont il a besoin, ou peut y accéder avec une certaine facilité. Il est évident que le gouvernement promulguera de nouvelles mesures qui permettent de légaliser des situations de fait, c'est-à-dire de faciliter la circulation du capital dans toutes les terres aptes à la production des entreprises.

(7) Le Congrès agraire permanent est un front élargi d'organisations paysannes, créé en 1989, qui regroupe aussi bien des organisations affiliées au PRI (CNC et autres), que des organisations indépendantes. Sa création répond au besoin de mieux défendre l'économie paysanne dans le cadre de l'actuelle politique néo-libérale qui limite les aides gouvernementales à l'agriculture.
(8) La loi de développement agropastoral a été promulguée le 2 janvier 1991. Elle permet la création d'entreprises mixtes dans lesquelles le chef d'entreprise apporte le capital et où les *ejidatarios* apportent leurs terres et leur travail. En réalité, elle sert à couvrir des processus de location des terres d'*ejidos* par les entrepreneurs agricoles.

Le cas bien connu de l'association des *ejidatarios* de Vaquerías dans l'État de Nuevo León, avec l'entreprise Gamesa, n'a rien de nouveau [9]. Nous avons eu l'occasion d'étudier un projet similaire dans le Sinaloa au début des années 80 [10]. Il ne s'agit pas ici de faire un compte rendu de ces expériences mais d'indiquer leurs véritables possibilités.

Ces énormes projets, qui supposent des investissements élevés, des technologies de pointe importées de l'étranger combinées à l'utilisation intensive de la force de travail dans des tâches comme les semailles et la récolte, sont tournés vers le marché extérieur et requièrent des processus sophistiqués de conservation ; ils offrent aux *ejidatarios* un avantage immédiat : du travail assuré et bien payé. En outre, ils leur apportent l'espoir de redevenir quelque jour les véritables maîtres de leur entreprise, puisque c'est prévu dans le contrat. Ce rêve légitime est une excellente incitation à la mobilisation maximale des énergies des travailleurs. Cependant, on constate de fortes limitations qui peuvent empêcher ce rêve de devenir réalité : le niveau de technologie, d'investissement et la difficulté de contrôler le marché extérieur rendent extrêmement difficile pour les associés *ejidatarios* l'accès à la propriété ; cette difficulté est plus grande encore lorsque l'associé capitaliste, comme nous l'avons constaté dans le Sinaloa, ne fait rien pour les préparer à une telle éventualité. Il semble peu réaliste de former une société d'autogestion dans ces conditions. Si le projet n'échoue pas en raison de sa complexité, l'associé capitaliste aura en permanence le contrôle de la société et retiendra la plus grande partie du profit. Ce qui apparaîtra comme le profit destiné aux *ejidatarios* ne sera rien d'autre que le paiement du loyer de leur terre. Ceci n'est pas forcément mauvais pour l'économie agricole du pays, mais ne va pas dans le sens de la création d'une sorte de capitalisme social à la campagne comme le prétendent des fonctionnaires gouvernementaux [11].

Pourtant, la principale limitation de ces projets réside ailleurs. En fin de compte, si d'énormes et efficaces entreprises agricoles sont créées, nous pourrions considérer que la campagne mexicaine est en train de se moderniser, en accord avec les paramètres libéraux, et s'insère dans de bonnes conditions dans l'économie mondiale. Mais il n'en va pas ainsi.

Ces projets ont une grande faiblesse : ils sont trop difficilement multipliables pour que l'on espère en faire surgir un

(9) Mettant à profit en 1990 la loi de développement agropastoral, la compagnie Gamesa, productrice de biscuits, a créé une énorme entreprise agricole pour produire des céréales avec l'*ejido* Vaquerías. La seule chose nouvelle est que cette fois-ci une fraction de la dette extérieure est mise en jeu au moyen de swaps.

(10) Les deux articles suivants traitent de ces associations en participation : Clarisa Hardy, «Campesinos y agricultores : una alianza desigual», *Cuadernos agrarios* n° 12, México, 1983, et Hubert Carton de Grammont, «La respuesta de los agricultores a la Ley de fomento agropecuario», *Ciencia y Universidad* n° 4, Universidad autónoma de Sinaloa, 1983.

(11) L'expérience des coopératives agricoles des pays développés peut nous donner une idée de l'avenir possible de ces associations. Au bout d'un certain temps l'entreprise agro-industrielle (coopérative) est dirigée de façon autonome face à ses associés qui se transforment en fournisseurs captifs de matière première. Actuellement les conflits entre les coopératives et leurs associés supposés sont similaires à ceux que l'on peut trouver dans l'agriculture sous contrat. Il existe des cas d'associés coopérativistes qui ont fait des grèves de l'approvisionnement contre leur propre coopérative pour exiger de meilleurs prix pour leurs produits.

nouveau modèle de développement agricole qui permette de relancer l'économie nationale. En plus des difficultés indiquées, il faut rappeler que l'entreprise privée investit exclusivement là où l'on trouve des conditions optimales (eau, terre, etc.) et ensuite que, aussi bien dans le cas de l'association entre Gamesa et les *ejidatarios* de Vaquerías que dans celui de DEPRODIT dans le Sinaloa, le gouvernement de l'État ou celui de México apporte une part non négligeable de l'investissement initial, de façon directe (dans le cas de Gamesa le gouvernement de l'État apporte 15 % de l'investissement total) ou indirecte (toujours dans le cas de Gamesa, 35 % de l'investissement proviennent des swaps de la dette extérieure).

La CNC et les organisations paysannes non gouvernementales se plaignent du manque de volonté du secteur privé de créer des entreprises mixtes (privées-éjidales) qui offriraient de bonnes conditions d'association aux *ejidatarios*. En effet, les investisseurs potentiels considèrent, avec une évidente rationalité capitaliste, que s'ils apportent l'argent, la technologie et le marché, tandis que les *ejidatarios* apportent une terre qui ne leur appartient même pas (et que l'on peut obtenir par d'autres moyens en évitant les risques inhérents à une telle association), ils doivent être les associés majoritaires et ils n'acceptent donc pas de partager, au sein d'assemblées générales, la direction de l'entreprise. Ce dilemme est sans issue. On peut s'attendre que les appels gouvernementaux à la solidarité ne constituent pas des incitations suffisantes à la création d'un nouveau type d'association satisfaisant pour le secteur de l'*ejido*, car pour les chefs d'entreprise la production d'aliments est un commerce qui doit être aussi rentable que n'importe quel autre. « Business is business » pour tous et cette loi est aussi dure dans la campagne bucolique que dans la jungle urbaine.

On connaît pourtant quelques cas réussis d'association entre petits propriétaires privés et *ejidatarios* qui possèdent une certaine quantité de bonnes terres. Là, la forme légale de la propriété de la terre n'a pas d'importance puisque tous sont des producteurs de dimensions identiques et apportent plus ou moins la même chose à la société. Ces associations, entre associés égaux, peuvent représenter une solution plus viable pour créer des entreprises modernes à la campagne, dans la mesure où leurs besoins financiers sont satisfaits.

Dans ce contexte, l'hypothèse de la privatisation de l'*ejido* dans un avenir proche semble peu probable car elle comporterait plus de désavantages que d'avantages.

Du point de vue économique il est peu probable que la privatisation permette un accroissement notable et à court terme de la production car, comme nous l'avons vu, les grands producteurs ont depuis toujours loué sans problème les terres d'*ejidos*. Les difficultés de crédit que rencontrent les agriculteurs et qu'ils attribuent à l'absence de sécurité de la propriété de la terre sont dues plus aux caractéristiques propres de l'agriculture (incertitude de la production en raison de sa dépendance du milieu naturel) qu'à la forme légale de la propriété. Quant à l'investissement en capital fixe, nous constatons que les entreprises qui ont l'habitude de louer des terres pour agrandir leur surface productive font les investissements nécessaires en machines,

bâtiments, etc., pour répondre à leurs besoins, ou ont recours à la location de machines agricoles [12].

S'il n'y a pas d'investissement à la campagne depuis une décennie, ce n'est pas en raison de l'absence de sécurité du système de propriété car depuis 1910 jamais la campagne n'a été plus tranquille que maintenant. Mais c'est que l'agriculture n'est pas un commerce à moins d'avoir les capacités de participer au marché international. Après des décennies de protectionnisme et dans le contexte d'une crise économique de longue durée, l'ouverture brutale des frontières fait vaciller la plupart des producteurs agricoles. C'est le traité de libre-échange, et non la propriété de la terre, qui sera le facteur déterminant de l'évolution de la campagne au cours des prochaines années [13].

Pour les chefs d'entreprise la privatisation ne peut être que bénéfique. Ils ne s'interrogent jamais sur les possibles effets négatifs de cette mesure : l'élévation du coût de la terre (location et prix de vente) pour obtenir une valeur commerciale réelle établie par le marché ; la spéculation de la part de propriétaires qui achètent des terres pour les louer et non pour les travailler directement, en dépit des limitations de surface imposées par l'actuelle loi de réforme agraire (en supposant qu'elles restent en vigueur après la privatisation) ; l'augmentation du chômage ouvert d'une importante fraction des actuels *ejidatarios*.

Si le schéma néo-libéral fonctionne, avec le développement d'une agriculture «à double vitesse» (la capitaliste et celle de Pronasol), il est probable que pour les chefs d'entreprise de la campagne la forme de propriété de la terre perdra toute importance réelle et la polémique autour de la privatisation du sol tombera d'elle-même [14]. Pour parvenir à ce résultat, deux conditions préalables doivent être remplies : vider la campagne de ses paysans pauvres, c'est-à-dire créer des emplois pour absorber l'énorme population rurale en excédent, et transformer l'idéologie agrariste en une idéologie agricole.

Indiquons que le postulat de la défense de l'*ejido* contre sa privatisation peut être dévié. Il est clair que le système corporatif a constitué le principal tremplin pour l'accumulation individuelle pour ceux qui contrôlent les appareils des *ejidos*, au détriment de l'accumulation de l'ensemble de l'*ejido*. Le cacique est une figure clé de la structure éjidale. Dans ce contexte, la défense de l'*ejido* peut être ambiguë si elle n'est pas accompagnée d'un authentique effort de démocratisation interne. Ici, les organisations paysannes peuvent apporter beaucoup. S'il leur est difficile d'empêcher l'avancée de l'actuel modèle de développement, leur rôle dans la démocratisation des organisations productives et sociales à la campagne peut être important.

(12) A certaines périodes de croissance soutenue de la production à la campagne, il y eut de grandes luttes agraires, comme l'enseigne l'histoire de la révolution verte dans le nord-ouest du pays.

(13) Les données empiriques (à défaut de statistiques adéquates) nous permettent de percevoir que des processus de très forte concentration de capitaux sont en cours pour les produits d'exportation (horticulture et fruticulture, élevage) et dans les productions industrialisées comme l'élevage porcin et l'aviculture.

(14) Ce programme dépend directement de la Présidence de la République, qui accorde des aides de plusieurs sortes aux groupes marginalisés du pays : paysans pauvres, journaliers, pobladores, etc.

La revendication de la privatisation de la terre à l'heure actuelle correspond en réalité à un problème d'ordre idéologico-politique. On cherche à faire disparaître pour les millions de sous-employés tout espoir de recevoir de la terre du gouvernement issu de la révolution et à en finir ainsi avec les luttes agraires ancestrales, en oubliant que les mouvements sociaux ne naissent pas des promesses des gouvernements mais des besoins du peuple non satisfaits[15].

Après avoir suscité une intense polémique autour de ce problème en 1991, et avoir rencontré une opposition dans les rangs de son propre parti, le gouvernement a opté pour le maintien du *statu quo*. La position gouvernementale actuelle est de respecter les trois formes de propriété de la terre, car l'impact idéologique de la révolution mexicaine est encore trop proche pour éliminer formellement et ouvertement l'une des institutions qui lui a donné une base sociale depuis soixante-dix ans : l'*ejido*.

Ce sont les organisations de chefs d'entreprise mexicains qui réclament la fin de la distribution des terres et la privatisation de l'*ejido*. Jusqu'à maintenant, depuis le début des négociations entre les trois pays, ni le gouvernement, ni les chefs d'entreprise des États-Unis ne se sont souciés des formes légales de la propriété de la terre au Mexique. Il est clair que, pour le gouvernement mexicain, la fin de la distribution des terres prend la valeur d'un engagement politique face à ses deux interlocuteurs du traité de libre-échange.



## Le travail

Comme en 1930, l'annonce officielle de la fin de la distribution des terres, qu'avait faite José López Portillo pendant sa campagne présidentielle de 1976, s'accompagnait de la promesse de donner aux salariés agricoles de bonnes conditions de travail et de salaire, c'est-à-dire de respecter la loi du travail et le niveau des salaires minimums en vigueur dans chaque région.

Cette proposition semble plus correspondre à la volonté politique gouvernementale qu'aux besoins des chefs d'entreprise agricole.

Dans le cadre du Programme national de solidarité (Pronasol), le gouvernement met en œuvre un programme de soutien aux salariés agricoles dans les principales régions demandeurs de main-d'œuvre. Pour sa part, l'État d'Oaxaca gère depuis quelques années un programme d'aide aux migrants en collaboration avec l'État de Basse Californie Nord où arrive une grande partie de ces travailleurs. Nous trouvons aussi des tentatives similaires dans le secteur de la canne à sucre. Pourtant, ces efforts sont très limités non seulement parce que les moyens mis en œuvre sont faibles par rapport aux besoins, mais

(15) Il existe une véritable peur atavique à l'égard de tout ce qui sort du cadre de la propriété privée. Curieusement nous pouvons constater que dans un pays comme la France une grande partie des agriculteurs loue les terres et les bâtiments aux propriétaires, mais la législation a été favorable à ces « agriculteurs-locataires », en diminuant en permanence le coût du loyer de la terre et en leur consentant d'importantes garanties. Ceci démontre que la propriété formelle de la terre n'est en rien une condition *sine qua non* à la création d'une agriculture moderne.

aussi parce que, jusqu'à maintenant, la réponse des chefs d'entreprise à ces programmes a été négative.

L'hypothèse de la rurbanisation, que nous avons proposée pour expliquer le reflux de la lutte pour la terre, vaut aussi pour la lutte syndicale. Nous constatons de surcroît la tendance à l'accroissement de l'emploi précaire au détriment du travail permanent dans une entreprise[16]. Même le péon qualifié, qui trouvait assez facilement du travail dans une entreprise, est aujourd'hui soumis à un travail permanent-intermittent ou par cycle, car s'il trouve du travail tout au long de l'année, c'est dans plusieurs entreprises qu'il doit le chercher. Le tractoriste, qui fut typiquement l'homme de confiance du patron, n'échappe pas aux avatars de cette précarisation. On estime qu'au Mexique 80 % des travailleurs à la campagne connaissent la précarité.

Un autre phénomène de la modernité à la campagne est la segmentation du marché du travail. A l'encontre de l'idée communément admise selon laquelle les peones forment une masse uniforme de main-d'œuvre, nous pensons qu'il existe des groupes de travailleurs spécifiques qui se font concurrence pour l'accès au marché du travail. Le sexisme à l'égard des femmes salariées (50 % de la force de travail) et le racisme à l'égard des Indiens (la plupart des peones) constituent deux mécanismes qui permettent de créer un marché segmenté et de comprimer les salaires agricoles[17].

La relation ville-campagne est en train de changer, mais la relation entre le travailleur et l'entreprise change aussi : rurbanisation, précarisation du travail, segmentation du marché sont quelques-uns des nouveaux concepts à introduire pour analyser le travail salarié agricole.

Dans le cadre du traité de libre-échange, les processus de précarisation du travail vont s'étendre car la disponibilité de la main-d'œuvre éventuelle va devenir l'un des principaux facteurs déterminant la compétitivité des entreprises. C'est pourquoi il n'est pas possible de prévoir une amélioration des salaires des peones, ni de leurs conditions de travail, bien au contraire. Voyons quelle est la situation des deux secteurs qui concentrent la plus grande partie de la force de travail agricole : l'horticulture et le secteur sucrier.

Il y a trois ans, en nous référant aux horticulteurs du Sinaloa, nous affirmions qu'« une fraction des chefs d'entreprise agricole cherche à légitimer la grande entreprise face au travailleur pour élargir ses bases dans le cadre du projet agricole capitaliste. A cette fin il faut envisager de payer les salaires minimums en vigueur et de respecter les conditions de travail établies par la loi... Cependant... ce sont les entreprises les plus efficaces qui peuvent accepter ces règles car les moins efficaces survivent précisément grâce à la surexploitation du travail »[18]. Nous faisions allusion ici à certains programmes de logement

(16) Hubert Carton de Grammont, « Algunas reflexiones sobre el mercado de trabajo en el campo latinoamericano », *Revista mexicana de sociología*, 4, 1991, IIS-UNAM, México, sous presse.
(17) Sara Ma. Lara Flores, *La dinámica de las relaciones de genero/sexo entre el asalariado rural*, communication présentée lors de la première rencontre latinoaméricaine d'anthropologie de la femme, PIEM-COLMEX, 1990, ronéoté.
(18) Hubert Carton de Grammont, « Los empresarios agrícolas, un grupo en consolidación », *Las sociedades rurales hoy* (Jorge Zepeda P., ed.), Colegio de Zamora, Michoacán, 1988.

mis en œuvre par les dirigeants de la Confédération des associations d'agriculteurs de l'État de Sinaloa (CAADES). Aujourd'hui l'ouverture des frontières accroît la concurrence entre les horticulteurs et les programmes pour le logement des peones temporaires n'ont pas fait de progrès. Bien plus, comme dans le secteur industriel, certains dirigeants d'associations agricoles réclament la modification de la loi fédérale du travail pour rendre encore plus flexible l'emploi temporaire.

En octobre 1990, la Chambre nationale de l'industrie du sucre et de l'alcool établit, dans la première révision contractuelle signée avec le Syndicat national des travailleurs de l'industrie du sucre, après la privatisation de ce secteur, la nécessité de modifier plus de la moitié des clauses afin d'éliminer de nombreuses protections sociales. En même temps elle réclamait une augmentation de 40 % du prix du sucre. Les industriels du sucre adoptèrent une position extrêmement fermée face au syndicat. Ce sont les mêmes usines qui contrôlent la production de la canne et par conséquent la paie des coupeurs. Il semble qu'on ne puisse pas attendre d'eux grand-chose pour améliorer, sinon les salaires, au moins les conditions de travail des peones.



Les chefs d'entreprise de la campagne n'ont pas intérêt à promouvoir un capitalisme plus « humain », qui accorde de meilleures conditions de travail à leurs ouvriers. Quant au gouvernement, il lui faudrait augmenter de façon substantielle les moyens consacrés au programme de soutien des journaliers du Pronasol pour rendre son intervention efficace. Un tel accroissement des subventions au travail n'entre pas dans la logique de la politique néo-libérale.

Par ailleurs, les effets négatifs de la précarisation du travail et de la chute du salaire réel peuvent être contrebalancés par l'augmentation de l'emploi due à l'accroissement de la production de fruits et légumes pour l'exportation, principalement en direction des États-Unis, et par le développement de l'emploi informel dans le milieu rural. Ces deux tendances ne sont pas particulières à la relation de la campagne mexicaine avec les États-Unis mais elles sont caractéristiques des nouvelles relations économiques du tiers monde avec les pays développés.

L'importance de la migration vers les États-Unis est bien connue. Il s'agit d'un phénomène historique qui lie depuis toujours les deux pays et qui est vital pour eux : les agriculteurs nord-américains bénéficient d'une main-d'œuvre bon marché, tout comme les agriculteurs mexicains ; les travailleurs mexicains trouvent non seulement du travail, mais aussi de meilleurs salaires que chez eux. A l'heure actuelle, bien des villages vivent essentiellement des envois d'argent faits par les *braceros* à leurs familles [19].

Les gouvernements nord-américains et mexicains ont toujours affirmé que le problème de la main-d'œuvre migrante n'entre pas dans les négociations, ce qui correspond aux intérêts du grand capital dans les deux pays. Cependant cette main-d'œuvre abondante et bon marché, si appréciée des chefs d'entreprise nord-américains, est une

(19) On nomme *bracero* (du mot *brazo*, bras) le travailleur qui émigre aux États-Unis. On l'appelle aussi « dos mouillé » ou « *indocumentado* » car il traverse souvent illégalement la frontière par le río Bravo.

richesse qui appartient au Mexique. C'est pourquoi, et d'un point de vue strictement économique (en considérant les raisons humanitaires comme évidentes), le Mexique devrait mettre dans la balance des négociations le problème des travailleurs illégaux (*indocumentados*).

Les patrons ne se préoccupent pas des conditions de vie et de travail des journaliers parce qu'il n'existe à la campagne ni organisation syndicale, ni mouvements de travailleurs capables d'exiger le respect de la loi, et moins encore des contrats de travail adaptés aux exigences spécifiques du travail agricole[20]. Il est probable que la traditionnelle organisation syndicale monolithique ne correspond plus aux besoins spécifiques des différents groupes qui entrent sur le marché du travail[21]. Peut-être faudrait-il inventer de nouvelles formes d'organisations mieux adaptées aux conditions spécifiques du travail agricole.

Comme dans le cas de la terre, la répression reste un élément d'explication, mais ne suffit pas. Dans les années qui ont suivi la révolution, la répression des salariés agricoles qui essayaient de créer des syndicats et réclamaient de meilleures conditions de travail et de salaire était bien plus forte que maintenant. En dépit de cela, la force des luttes des ouvriers agricoles à l'époque du cardénisme fut fondamentale pour rendre possible l'extraordinaire distribution des terres d'alors[22].



## L'organisation

Deux formes essentielles d'organisations existent à la campagne : les corporations et les associations professionnelles (*gremios*).

Par organisation corporative, l'on entend l'organisation sociale incorporée à un parti politique (dans le cas du Mexique le parti gouvernemental, le PRI). A la campagne il existe pour le secteur social (éjidal et communal) la Confédération nationale paysanne (CNC) créée en 1938 et pour le secteur privé la Confédération nationale de la petite propriété (CNPP) créée en 1946. On souligne en général le caractère répressif, de contrôle politique, du système corporatif, et pourtant il semble qu'on ne puisse concevoir un système de légitimation fondé sur

(20) Au congrès sur les mouvements sociaux à la campagne organisé par l'IIS-UNAM et l'université de Veracruz (Jalapa, 24-26 octobre 1990), un dirigeant de la Centrale indépendante d'ouvriers agricoles et de paysans (CIOAC) reconnaissait les faits suivants : 1) il doit y avoir à la campagne quelque 5 millions de travailleurs agricoles ; 2) en dépit de leurs efforts ils n'ont pu constituer un mouvement de travailleurs fort ; 3) depuis 1979, la Junta federal de conciliación y arbitraje refuse à la CIOAC l'enregistrement de son syndicat, en dépit d'un arrêt positif rendu par la Cour suprême de justice. La principale explication à cette situation a été, encore une fois, la répression et la mauvaise volonté du gouvernement.

(21) Sara Ma. Lara Flores, *Mujeres, indios y marginados ¿ Nuevos actores sociales ?*, communication présentée au séminaire sur les mouvements sociaux à la campagne : théorie et méthode, IIS-UNAM/UV, 1990, ronéoté.

(22) Vera Lucia Silveira Botta Ferrante et Hubert Carton de Grammont, *La historia de la lucha de los trabajadores agrícolas (1917-1940)*, IIS-UNAM, 1984, ronéoté. Entre 1935 et 1940, le président Cárdenas a mis en œuvre la distribution des terres dans le but d'encourager une agriculture fondée sur la production paysanne collective. Pour y parvenir, il favorisa les mouvements agraristes et l'organisation syndicale.

la seule coercition qui dure plusieurs décennies. Il doit aussi exister un bénéfice social pour ceux qui sont représentés. Nous trouvons ainsi dans le corporatisme mexicain aussi bien les éléments de domination du parti au pouvoir que les éléments de représentation des intérêts populaires. Le corporatisme est un processus historique complexe et changeant qui évolue en même temps que ses acteurs. La vision du corporatisme mexicain comme un système rigide de contrôle exercé unilatéralement par le gouvernement sur la société ne permet pas d'expliquer l'existence d'un mouvement social fort et permanent sous la domination absolue, pendant un demi-siècle, d'un parti d'État.

La relation entre domination politique et représentation sociale est essentiellement donnée par deux facteurs : la capacité de représenter des intérêts fondamentaux qui correspondent à la volonté politique du gouvernement ou la capacité de constituer et de maintenir en action un mouvement social. Dans le premier cas, il est possible de parler de concertation sociale et d'alliance politique, dans le second on se trouve sur le plan de l'affrontement social quoiqu'il n'exclut pas la possibilité de l'alliance politique si les acteurs estiment que le mouvement, si fort soit-il, est un levier de négociation et non de rupture.

Ce schéma a fonctionné pendant au moins cinq décennies et aussi bien le secteur éjidal que le secteur privé ont ainsi maintenu avec l'État une relation politique asymétrique qui a connu des périodes favorables et d'autres de reflux.

Cependant le secteur privé connaît une seconde forme d'organisation qui lui a donné une certaine autonomie face au parti officiel, et par conséquent une meilleure capacité de négociation : c'est l'organisation professionnelle, le *gremio*.

Le *gremio* est un regroupement des producteurs pour la défense de leurs intérêts particuliers, pas seulement en tant que groupe ou classe sociale, hors du contexte politique partisan. Au Mexique ce regroupement s'est fait principalement par le biais des associations de producteurs et des unions de crédit.

Dans le secteur social, toutes les associations de producteurs appartiennent à la CNC, il n'y a pas ainsi de différence entre organisation corporative et professionnelle [23].

Dans le secteur privé, les associations agricoles jouent un rôle spécial car elles sont la source de différents projets d'organisation nationale de ce secteur, hors du cadre corporatiste. Ces organisations professionnelles nationales et, dans certains cas, régionales sont de puissantes plateformes de négociation avec le gouvernement, sans être soumises aux mécanismes politiques de la relation corporatiste. Rappelons l'existence des Confédérations nationales de producteurs comme la Confédération nationale de l'élevage (CNG), l'Union nationale des producteurs de légumes (UNPH), l'Union nationale des producteurs et exportateurs de pois chiches (UNPEG), etc. Trois organismes surtout ont réussi à avoir une forte représentativité des producteurs agricoles au niveau national : en 1947 fut créée l'Union nationale des moissonneurs

(23) Avec l'apparition de l'UNORCA réapparaît cette différence entre les deux niveaux de l'organisation.

qui se transforma par la suite en Fédération mexicaine d'organisations agricoles [24] ; en 1975 se crée l'Union agricole nationale (UAN) lors des graves conflits agraires du nord-ouest [25] ; finalement, en 1984, est créé le Conseil national agraire, très puissant actuellement car il appartient au Cabinet agraire et participe activement à la Coordination des organisations de chefs d'entreprise du commerce extérieur (COECE), l'organisme du secteur privé qui, aux côtés du gouvernement, négocie le traité de libre-échange [26].

Dans la pratique, la division entre organisation corporative et organisation professionnelle n'est pas toujours bien nette étant donné que les agriculteurs utilisent à leur gré les deux canaux de négociation. Dans les périodes de crise de confiance entre le gouvernement et les chefs d'entreprise, ces derniers mettent en avant leur organisation professionnelle pour conserver une plus grande marge de manœuvre et mieux défendre leurs intérêts. Dans les périodes de confiance, lorsque les agriculteurs se sentent représentés par le gouvernement, la différence entre les deux types d'organisation s'atténue. Le poids du gouvernement dans le développement de la campagne est un facteur suffisant pour expliquer cette situation. L'entrée de Manuel Clouthier au Parti d'action nationale (PAN) a relancé le débat sur le choix entre l'action autonomme face au gouvernement et l'action dans les rangs du parti officiel. C'est cette seconde attitude qui a prévalu [27].

Deux cas récents illustrent cette imbrication de deux types d'organisation. En juin 1990, bon nombre d'associations, d'unions agricoles, de coopératives d'agriculture et d'élevage, d'unions de crédit, de chambres commerciales et industrielles, etc. du Michoacán signèrent une lettre ouverte de soutien au président Carlos Salinas de Gortari, demandant à Cuauhtémoc Cárdenas S. de cesser de provoquer des affrontements dans l'État [28].

Le 23 septembre parut une autre lettre ouverte, écrite par les agriculteurs du Sinaloa, pour réclamer une augmentation du prix du soja. Elle fut signée, non seulement par les associations d'agriculteurs

(24) H. Carton de Grammont, 1989, *op. cit.*
(25) H. Carton de Grammont, 1990, *op. cit.*
(26) Le Cabinet agraire est l'instance interministérielle qui regroupe tous les ministères et les autres institutions gouvernementales qui interviennent à la campagne (comme la banque agricole). C'est le Cabinet agraire qui prend les grandes décisions concernant la politique de l'agriculture et de l'élevage. Les représentants des producteurs y sont la CNC, pour les *ejidatarios*, et le CNA, pour les propriétaires privés. Les producteurs qui ne sont pas dans l'une de ces deux organisations ne sont pas représentés au Cabinet agraire.
(27) Manuel Clouthier, qui est un important horticulteur de l'État de Sinaloa, a été le principal dirigeant des grands agriculteurs dans les années 70 et 80. Il a fondé l'Union agricole nationale en 1975 et facilité le rapprochement des agriculteurs avec les organisations d'entrepreneurs du secteur commercial et industriel (H. Carton de Grammont, 1990). Au début des années 80, il rompt avec le parti gouvernemental (PRI) et entre au Parti d'action nationale (PAN) qui réclame la nationalisation de l'*ejido*. Il a été candidat à la présidence en 1988.
(28) *La Jornada*, 9 juin 1990. C. Cárdenas, fils du président L. Cárdenas qui fonda le Parti national révolutionnaire, prédécesseur du PRI, a quitté le PRI en 1987 et a été candidat d'une coalition de gauche aux élections présidentielles de 1988. Officiellement, il est arrivé en deuxième place. Pourtant, on peut suspecter une fraude électorale dans la mesure où le gouvernement n'a fait connaître les résultats que de la moitié des districts électoraux, alors que la loi l'oblige à donner ceux de tous les districts. Après avoir suspendu l'information des résultats et après plusieurs semaines de fortes tensions entre les partis, le gouvernement a déclaré la victoire du candidat du PRI, C. Salinas de Gortari. C. Cárdenas est à l'heure actuelle président du Parti révolutionnaire démocratique.

mais aussi par les sections locales du PRI. Par ailleurs. la lettre n'était pas adressée au titulaire du ministère de l'Agriculture (SARH) ni au ministère du Commerce (SECOFI), ni à celui de la Programmation et du Budget (SPP), institutions qui auraient dû régler l'affaire, mais au président de la République, au gouverneur de l'État, au président du comité exécutif national et au président du comité directeur du Sinaloa du PRI. La lettre disait : « Nous sommes entièrement respectueux des décisions du gouvernement de la République que nous avons porté au pouvoir par notre vote et que vous représentez aujourd'hui dignement, monsieur le Président, et nous soutenons aussi sans restrictions les actions de notre gouverneur, Francisco Labastida Ochoa. C'est pourquoi, avec l'assurance morale de notre participation et de notre solidarité institutionnelle et partisane, nous réclamons aux dirigeants du niveau national et de l'État de notre Parti révolutionnaire institutionnel, Luis Donaldo Colosio Murrieta et Fernando Díaz de la Vega, de nous autoriser des stimulants économiques pour compenser en partie les grandes pertes subies par le bas prix de ce produit »[29].

Cette lettre est un bon exemple pour comprendre à quel point le système corporatif imprègne les pratiques du secteur privé, en entrelaçant le social, l'économique et le politique[30]. Cette relation politique, suscitée par le gouvernement, s'affaiblira dans la mesure où l'intervention étatique à la campagne se réduira.

Pour l'avenir, on peut prévoir d'importantes transformations dans les organisations de producteurs, des changements profonds dans les relations entre le secteur éjidal et le secteur privé ainsi que dans leur relation à l'État. Dans ces redéfinitions, le problème de la terre et le traité de libre-échange vont constituer les deux points-clés[31].

Nous avons postulé que pour pouvoir en finir avec la distribution des terres le gouvernement doit faire disparaître l'idéologie agrariste. Il doit pour cela construire une nouvelle idéologie fondée non plus sur la revendication de la terre mais sur la problématique de l'organisation des petits producteurs pour la production. La problématique agricole doit remplacer la problématique agraire. Telle est la tâche que remplissent aussi bien la CNC que les autres organisations du Congrès agraire permanent.

Au Mexique, une idéologie, l'idéologie agrariste, s'est superposée à une forme juridique de la propriété de la terre, l'*ejido*, de telle sorte que l'organisation des producteurs s'est structurée pour une bonne part à partir d'une situation de droit plus que d'une situation de fait : les producteurs se regroupent selon la forme légale de propriété de la terre et non selon le niveau économique de leurs entreprises ou de leurs formes d'organisation (unité paysanne versus entreprise capitaliste, entreprise collective versus entreprise individuelle) comme cela se produit

(29) *Excelsior*, 23 septembre 1990.
(30) L'Alliance paysanne du nord-ouest (Alianza campesina del Noroeste), qui a le même problème, n'a pas signé cette déclaration, mais a participé à la marche paysanne organisée par le CAP en septembre. Comme les accords passés avec le gouvernement n'étaient pas respectés, elle a bloqué la route internationale à la hauteur de Guasave. Finalement plusieurs de ses membres ont fait une grève de la faim.
(31) Nous établissons des perspectives similaires dans un travail précédent, H. Carton de Grammont, 1988, *op. cit.*

d'habitude dans les pays où la structure agraire est le résultat d'une lente évolution et non d'un événement historique fondateur aussi violent et chargé d'idéologie que le fut la révolution mexicaine. Pourtant, il faut souligner l'existence dans le secteur éjidal d'un fort pourcentage d'agriculteurs entrepreneurs, les « *ejidatarios-nylon* » dont les intérêts ne concordent pas avec ceux de *ejidatarios* pauvres qui constituent la plus grande partie du secteur social. De la même façon, nous trouvons du côté de la petite propriété une proportion élevée de paysans pauvres qui font partie de la base sociale du secteur privé sans rien avoir en commun avec les chefs d'entreprise qui dirigent leurs organisations [32].

Si l'on parvient à en finir avec l'idéologie agrariste, soutien de l'actuelle organisation corporatiste, la différence entre secteur social et secteur privé perdra son contenu. Nous pouvons supposer qu'il y aura des arrangements entre les organisations de producteurs, privilégiant alors leur niveau économique et leurs formes réelles d'organisation par rapport à la légalité de la propriété de la terre. Les chefs d'entreprise du secteur éjidal s'intégreront aux organisations patronales, aux côtés des chefs d'entreprise du secteur privé, tandis que les petits producteurs chercheront à contrôler leurs propres organisations. Au cours de cette évolution, l'*ejido* pourra être renforcé en tant qu'appareil productif.

Ces probables changements dans la structure de l'organisation ne signifient pas la fin du corporatisme étant donné que les formes d'action corporatives se retrouvent dans l'ensemble des organisations sociales. Nous pouvons assister à la naissance d'un néo-corporatisme de *gremio*, dans lequel les organisations des producteurs récupèrent une partie des fonctions de contrôle politique qui furent assurées par l'État post-révolutionnaire.

La ligne de partage entre la (ou les) organisation (s) des petits et des grands producteurs s'établira en fonction de l'alternative : auto-suffisance alimentaire, conçue comme fourniture des produits de base, ou avantages comparatifs. Les petits producteurs (quelle que soit leur forme de propriété de la terre) défendront la première option car ils ne peuvent affronter la concurrence internationale, tandis que les grands producteurs, les dirigeants d'entreprise, feront pression en faveur du traité de libre-échange. C'est pourquoi ils participent activement aux négociations du traité. Cette ligne de démarcation est désormais tracée, elle représente le futur point de rupture entre les organisations de producteurs à la campagne.

(32) D'après les données de la CEPAL, la situation est la suivante : petits chefs d'entreprise : 14203 dans le secteur des *ejidos*, 14970 dans le secteur privé ; moyens : 2304 et 7402 respectivement ; grands : 736 et 7682. Du côté du minifundio (infra-subsistance et subsistance), nous avons : 1256601 *ejidatarios* et 580296 petits propriétaires. *Economía campesina y agricultura empresarial : tipología de productores del agro mexicano*, Siglo XXI, 1982, 339 p., pp. 112-121.